L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 21 JANVIER 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 21 JANVIER

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale,—Châles poil de chameau, cachemires, sacs, parures point d'Alençon, manteaux dentelle, etc., etc.

Par O. Valeton, au magasin de M. Gelpi, 81 rue Delaître, Faubourg.

Par M. W. Newman, au No. 63 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

☞ Achetez vos bonbons fins à 75 cents la livre; vos fruits cristallisés à 60 cents la livre chez Adolphe Lemaire, rue de Chartres, 107 entre Dumaine et Ste-Anne. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Vendredi, 21 janvier 1876

ACADEMIE.—Dead for the world.
ST-CHARLES.—Masseppa.
VARIETES.—Capt. Fanny.

Proposition relative aux Waterworks.

La proposition faite par Mr Félix Labatut, dernier président de la compagnie des Waterworks, de reconstituer cette compagnie sur son ancienne base en rendant à la ville les bons des waterworks qui représentent $1,395,400, et en lui permettant de devenir actionnaire dans l'usine pour $600,600, ces deux sommes réunies faisant deux millions, prix de l'évaluation fixée par les experts à l'époque où le transfert de la propriété eut lieu, arrive fort à propos. Après une expérience malheureuse de plusieurs années, la ville doit être bien convaincue qu'une pareille exploitation lui serait toujours onéreuse. Pour que ces sortes d'entreprises industrielles aient du succès, il ne faut pas y placer des agents administratifs sous le contrôle d'autorités passagères qui n'y regardent jamais de près. Il faut y mettre des employés toujours intéressés à bien faire, soit pour conserver leurs places, soit pour les améliorer en augmentant les revenus de la compagnie dans l'intérêt même du public, car plus la compagnie fera de recettes, plus elle sera à même d'étendre la distribution de ses eaux et d'en modérer le prix.

Par la proposition de Mr. Labatut, la ville aura $100,000 d'actions de plus qu'auparavant, et conséquemment un revenu plus considérable. Ce revenu sera certain et net, de qui vaudra mieux à coup sûr que la perte annuelle que lui cause la jouissance d'une propriété qu'en sa qualité de corporation municipale elle ne sait et ne peut ni administrer ni améliorer. Elle ne pourrait même que la laisser tomber en ruines, et pour preuve nous mentionnerons l'accident arrivé à une des faces du réservoir, écroulée il y a quatre ans, et qui ne marque encore sa place aujourd'hui que par des décombres. Ces décombres inspirent de sérieuses craintes pour les autres faces du carré, et il est urgent de relever le talus que le poids de l'eau a emporté et de fortifier à nouveau toutes les autres digues de l'enceinte. La ville, de longtemps, ne saurait en état d'exécuter de telles réparations, bien qu'elles soient d'une urgence extrême, car un nouvel écroulement peut avoir lieu, et les habitants alors se verraient subitement privés de eaux de l'usine.

D'autre part, le conseil des administrateurs doit comprendre que la ville ne peut échapper à l'obligation financière contractée pour l'acquisition des waterworks. C'est là une obligation trop légitime pour qu'elle soit confondue avec la dette des bons à prime et toutes autres dettes d'origine semblable. S'il n'y a pas rétrocession à l'amiable, il y aura résiliation de vente pour cause de non exécution du contrat. La première solution est préférable parce qu'elle est plus honnête et qu'elle coupe court à tout litige devant les tribunaux. Nous engageons donc le Conseil de ville à s'y résoudre sans délai.

Nous ignorons maintenant quelles sont les conditions auxquelles la ferme sera continuée aux actionnaires de l'ancienne compagnie. Il est probable que la ville voudra user de ses droits et dé ses immunités tels qu'ils se comportaient avant la vente, bien qu'ils fussent considérables. Fournir de l'eau pour rien aux prisons à l'Hôtel de Ville, au palais de justice à toutes les missions de refuge, d'asile ou de charité, aux hopitaux, aux écoles publiques, à tous les marchés, au nettoyage des rues, aux pompes dans les cas d'incendie, même fournir des fontaines dans tous les quartiers en cas de sécheresse et payer encore à la ville un dividende sur un capital social de $600,000, c'est beaucoup, c'est énorme, et si le conseil obtient tout cela gratis pour la ville, il pourra se flatter d'avoir fait un fameux marché.

En retour de pareils services, il faudra au moins que la ville protège la compagnie contre tout procès de coterie législative qui voudrait essayer d'une semblable façon comme celle qui a régné contre la compagnie du gaz. Cette compagnie s'est trouvée en état de faire, sans succombler, un cadeau de $1,200,000 a des intrus qui s'étaient imposés à elle par des moyens impurs ; nous la félicitons d'avoir survécu à pareil assaut et d'être encore restée la paisible jouissance de sa charte et l'exploitation de sa propriété. Mais si la compagnie des waterworks avait, en se reconstituant, à redonner un évènement de ce genre, l'abstention serait préférable. Il faut donc qu'à cet égard elle obtienne une garantie complète. Sans cela, le plan de bons à primes, si injuste qu'il soit, vaudrait mieux.

Quant aux obligations de la Compagnie nous ne voudrions pas qu'on exigeât d'elle plus que l'ancienne charte ne le faisait, et c'est déjà bien assez. Avec une règle sévère, une grande parcimonie dans le traitement de ses employés, avec un nombre d'agents aussi restreint que possible et une austère probité administrative, la compagnie n'avait jamais pu donner un dividende à exciter l'envie. Les actions de fondation, toutes payées sur le prix de $100, étaient des candies à 55 ou 60 même ayant la guerre ; cela prouvé que le revenu dépassait rarement le 5 0/0.

Il faut donc pour qu'elle puisse exister qu'elle soit autorisée à trancher elle-même et souverainement toutes les questions relatives à l'extension de ses tuyaux et que sur ce point on adopte des deux parts les errements du passé. Il suffira de formuler les obligations d'amélioration d'une manière vague et indéterminée. Sous la charte primitive, les obligations de la compagnie consistaient à pousser le service des eaux, partout où il y avait une population continue assez dense pour offrir des chances d'abonnement au moins en rapport avec les frais de construction et de distribution. Selon nous, on ne saurait aller plus loin. La ville s'en est bien gardée. Elle eût pu faire davantage qu'elle ne l'eût pas fait, et la compagnie ne doit pas être obligée d'exécuter des améliorations inutiles.

Nous insistons sur ce point parce que nous nous rappelons que, sous le gouvernement de Warmoth, une coterie eut l'audace d'imaginer un plan de water-works où les charges à défaut de maisons devaient payer tribut à la Compagnie. Un bill même fut obtenu d'une Législature radicale ; mais soit que l'Exécutif en eut honte, soit qu'il estimât trop haut sa signature, le bill ne devint pas loi. Cet outrage fut épargné à la ville, et nous croyons au fond, n'en être redevables qu'à l'indignation publique prévue. Le bill eut le sort des water-closets qui établissaient un monopole sur la digestion publique. On voit par là que notre ville a été exposée, sous le gouvernement radical, à toute espèce d'indignités et de vilenies. Mais tous les corps délibérants sont dangereux quand ils sont investis de quelque autorité. Nous recommandons en conséquence, à la future Compagnie des Water-Works de prendre bien ses précautions contre les entreculidances et les incongruités législatives.

☞ Piqué cordé à 25 cents chez Danziger.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Nous avons reçu hier la visite de Mr. McKenna, agent de la troupe dramatique française de New York, et de M. H. Ducatel. Ces messieurs nous ont annoncé que la compagnie devait arriver dans quelques jours pour ouvrir le 29 janvier la série de 24 représentations qu'elle doit donner à la Nouvelle-Orléans. La pièce choisie pour les débuts de la troupe est : *Nos Intimes*, comédie de Victorien Sardou. Le dimanche 30 on jouera *La Dame aux Camélias*.

Plusieurs des artistes de la compagnie, entr'autres Mme Clarence, nous arrivent avec une réputation cansacrée à Paris, les autres ont joué avec succès sur les principales scènes de province. Nos confrères de New York ont fait les plus grands éloges de toute la troupe et nous devons croire qu'elle trouvera un appui libéral de la part du public de la Nouvelle-Orléans si bon appréciateur du talent.

MATINÉE A L'OPÉRA.—C'est dimanche prochain que le club dramatique louisianais doit donner la grande matinée annoncée au bénéfice de Mme Vezian, l'habile comédienne dont le concours a si bien contribué au succès des représentations du club. Le spectacle se composera de : *Les diables rosse*, comédie très gaie, et de *Une femme qui se jette par la fenêtre*, vaudeville amusant. Ce programme joint aux titres de la bénéficiaire à la sympathie du public, attirera, sans aucun doute, la foule à la matinée.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—On doit donner ce soir la première représentation du nouveau drame de M. B. C. Hancock, *Captain Fanny*. C'est une nouveauté littéraire qui offre un attrait spécial et qui attirera, sans aucun doute, une foule d'élite.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — Mr Sid. C. France s'est fait applaudir hier, dans une nouvelle pièce, *Dead for the World*, pièce qui, dit-on, a obtenu à Londres un grand succès.

Ce soir et demain, *Dead for the World* sera répété.

THÉATRE ST-CHARLES.—Miss Kate Fisher et son gracieux cheval Wonder continuent à faire les délices de ceux qui fréquentent le *Vieux Drury*.

La représentation de Mazeppa, ce soir, est annoncée au bénéfice de Miss Fisher.

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 1er janvier de l'*Illustration* et du *Monde Illustré*. Ces numéros offrent un intérêt exceptionnel. Le *Monde Illustré* renferme une magnifique gravure donnant les types et les costumes du monde entier et un tableau saisissant de la catastrophe de la Louisiane à Pavillac.

☞ C'est le jour de coupons chez M. L. Byrne & Co.

VINS, COGNACS, CONSERVES, FRUITS, &C. — Nous appelons l'attention du commerce sur la longue liste d'articles d'importation française et européenne annoncée par la maison Bercier et De Smet rue de la Vieille-Levée No. 43. Cette liste comprend des vins de Bordeaux et de Bourgogne en barriques et en caisses, des cognacs, des fruits à l'eau-de-vie, des liqueurs de tout genre, des conserves alimentaires, des fruits, des pâtes, des eaux minérales, de la bière de Brême, etc., etc. Cette maison attend prochainement 100 caisses de grand champagne "Dry Dizy." Nous référons les acheteurs à la liste pour plus de détails.

☞ C'est le jour de coupons chez M. L. Byrne & Co.

GROCERIES ET IMPORTATIONS. — La grande maison d'importation et de groceries, Smith Bros. & Co, de la rue Poydras 85, 87, 89 et 91, vient de recevoir du Bordeaux un fort assortiment de vins en barriques et en caisses, et elle a en magasin un assortiment considérable de cafés, thés, whiskeys, bières, portos et sherries, conserves, produits de l'Ouest, savons, sucres, riz, fromages et quantité d'autres articles énumérés dans son annonce à laquelle nous référons les acheteurs de la ville et de la campagne.

☞ Vendredi est le jour de coupons chez Danziger.

LA CANDIDATURE DU MARÉCHAL CANROBERT.—On lit dans le *Moniteur universel* :

Nous croyons savoir que le nom de cette candidature a été mis en avant.

Il paraît que M. Haentjens qu'il déclinait toute candidature au Sénat, M. Buffet, se conformant en cela aux désirs du Président de la République, a écrit au préfet du Lot qu'en présence de cet acte d'abnégation patriotique, le gouvernement regardait comme un devoir de reprendre la candidature de l'illustre maréchal, qui a servi si loyalement la France, et dont la place est nécessairement marquée au Sénat.

Voici la lettre du maréchal dont il est question dans l'article qui précède :

"Paris, le 31 décembre 1875.

"Mon cher député,

"Ne voulant pas que ma candidature au Sénat soit représentée comme une manifestation hostile à l'illustre chef de l'Etat, le maréchal de Mac-Mahon, mon ancien et cher frère d'armes, le décide, avec celle que j'avais acceptée dans la Garde, par votre honorable intermédiaire, toutes les candidatures qui me sont offertes dans beaucoup d'autres départements, même, quoi qu'il m'en coûte personnellement, celle du Lot, où je suis né.

"Ai-je besoin de dire que je n'en suis pas moins profondément reconnaissant de l'insigne honneur que désirait me conférer le patriotisme élevé de mes concitoyens?

"Veuillez recevoir, mon cher député, l'expression de mes sentiments de haute considération et d'entière dévouement.

"Maréchal CANROBERT."

☞ C'est le jour de coupons chez M. L. Byrne & Co.

LA CANDIDATURE DE M. THIERS.—M. Thiers ayant reçu une députation du comité républicain de Saône-et-Loire, venue pour lui apporter une lettre lui offrant la candidature au sénat, adoptée dans une nombreuse réunion de conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, délégués de comités communaux, a fait connaître aux membres de la députation qu'il refusait les nombreuses candidatures sénatoriales qui lui étaient offertes, et leur a remis, pour être envoyée au comité, la lettre suivante :

Paris, le 26 décembre 1875.

Messieurs,—J'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée, et j'en ai été profondément touché.

J'aurais voulu pouvoir être utile à l'un des départements les plus patriotes de France en acceptant la candidature qu'il m'offrait ; mais je ne le pouvais qu'à deux conditions : la première, c'est qu'il n'eut manqué de candidats dignes de lui, et la seconde, que le serais resté libre, lorsque l'option définitive serait venue, d'opter pour le sénat ou pour la chambre des députés, selon l'intérêt bien consulté de la cause que nous défendons : celle de la République conservatrice.

Mais, d'une part, les scrutins auxquels il a été procédé dans votre dernière réunion ont prouvé que vous ne manqueriez pas de candidats dignes de vous, et, d'autre part, la situation de votre département exigeait une réponse immédiate et définitive.

Dans ces conditions, permettez-moi de décliner, quoique avec un vif regret, l'office si honorable que vous me faites, et d'espérer que vous me pardonnerez, sachant que je refuse ce ce moment les nombreuses candidatures sénatoriales qui me sont proposées, une seule excepté, celle de Belfort, dont l'acceptation est pour moi tout à la fois un devoir et une satisfaction de cœur.

Agréez, Messieurs, l'expression de ma reconnaissance et des vœux que je forme pour la France et pour vous.

A. THIERS.

☞ C'est le jour de coupons chez M. L. Byrne & Co.

—Suivant une dépêche particulière de Constantinople, adressée à l'*Hour* de Londres, on aurait découvert, ces jours-ci une conspiration fort sérieuse. Un grand nombre de Turcs fanatiques, obéissant à la direction d'un fonctionnaire haut placé appartenant au parti vieux turc, auraient formé le projet de massacrer, pendant une nuit convenue à l'avance, toute la population chrétienne de Constantinople.

La police a fait, dit-on, un certain nombre d'arrestations.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les désordres réels ou prétendus dans les paroisses Féliciana.

On dit que Mr Kellogg, gouverneur *de facto* de la Louisiane, a renoncé à envoyer ses métropolitains, ou ses ex-miliciens de couleur, dans les paroisses Féliciana, comme le voudrait le Sénat radical, dans le but ostensible de rétablir l'ordre, mais en réalité pour faire du capital politique.

Mr Kellogg agit sagement et dans son propre intérêt.

D'abord, parce que les désordres sont bien moins grands qu'on veut bien le dire, et que les bons citoyens de ces deux paroisses se sont réunis en assemblée publique et ont résolu qu'ils prendraient des mesures énergiques pour mettre fin aux désordres allégués et pour faire punir ceux qui se mettent directement en contravention avec la loi.

Ensuite, parce que si Mr. Kellogg ordonnait à ses métropolitains de se mettre en ligne de bataille et de partir avec quelques canons pour les paroisses Féliciana, il pourrait bien être désappointé en ce sens que la vaillante brigade refuserait d'obéir ; et alors Mr. Kellogg ne saurait que faire puisqu'il ne pourrait faire appel à ses miliciens de couleur, par la raison toute simple que depuis le 14 septembre 1874, l'invincible légion qui eut l'honneur d'être commandée par le général Barber, n'existe plus maintenant que sur le papier.

Dans certains cas, mieux vaut s'abstenir prudemment que d'être obligé de reculer.

Vendeur à la baisse.

Nous avons appris avec plaisir la nomination de l'honorable George Dupré comme président du comité d'enquête sur la police.

Mr Dupré est l'homme qui convient pour diriger cette enquête avec vigueur, et nous comptons beaucoup sur lui pour dévoiler toutes les turpitudes qui sont commises dans le Bureau de police.

Il est allégué que des membres de la Législature et des rapporteurs de journaux touchent mensuellement un salaire tiré des fonds fournis par la police, et malheureusement, l'accusation est très vraisemblable sinon parfaitement fondée.

Il est nécessaire également d'approfondir les relations que l'on dit exister entre certains dignitaires de la police et les maisons de Bunko.

Cette question devrait être soulevée aussi dans l'enquête ordonnée par la Chambre.

Il importe que les législateurs corrompus et les membres indignes de la Presse, qui sont stipendiés pour chanter les louanges d'une institution odieuse, nous voulons parler de la police métropolitaine, soient dénoncés et couverts de honte.

L'honorable Dupré fera donc acte de bon citoyen en rendant un même temps un véritable service à la Presse honnête de la Nouvelle-Orléans, en agissant avec promptitude.

Que l'enquête soit complète, qu'elle ne s'arrête pas à moitié chemin, et qu'elle ne soit pas entravée surtout par les premiers obstacles qui seront suscités.

Nous voulons de la lumière et beaucoup de lumière : nous demandons à M. Dupré de l'énergie et beaucoup d'énergie!

Nominations faites par Mr Kellogg confirmées par le Sénat.

Le Sénat radical a confirmé les nominations suivantes faites par Mr. Kellogg pour différentes paroisses de la Louisiane :

Paroisse Lincoln—Allen Barksdale, avocat de district provisoire ; Moss Spinney, juge de paix du 6me ward ; J. R. Heard, juge de paix du 6me ward ; John Wright, constable du 6me ward.

Paroisse St-Landry.—John D. Carrie, juge de paix du 5me ward et notaire public.

Paroisse d'Orléans—John Jordan, collecteur de taxes du 7ème district.

Paroisse Est-Féliciana—John R. Skipwith, procureur.

Paroisse St-Jacques—B. F. Yates, collecteur de taxes.

Nomination rejetée.—M. J. Cummings, avocat de district, du dix-septième district judiciaire.

Accident à la passerelle du bayou St-Jean.

Hier après midi, une goélette venant du lac Pontchartrain a accroché, en passant, la passerelle du Bayou St Jean, qui a été quelque peu démolie par le choc, une grosse pièce de bois formant l'extrémité du pont, ayant été arrachée.

Il a été impossible au gardien de faire les réparations nécessaires, et, conséquemment, avis en a été donné à l'administrateur du département des améliorations, Mr E. A. Burke.

Nous espérons que celui-ci prendra les mesures nécessaires pour rétablir cette passerelle aujourd'hui même, car elle relie les deux lignes de chars urbains de la rue Esplanade et du Parc de ville.

Si l'on ne s'en occupait pas tout de suite, les nombreuses personnes qui demeurent de l'autre côté du Bayou et que leurs occupations journalières appellent en ville seraient obligées de faire le grand tour par le pont Bienvenue pour se rendre à leurs travaux.

Incendie dans le Treizième District.

Le rapport suivant a été omis par erreur dans notre numéro d'hier matin :

Vers huit heures hier soir, (mercredi) le feu s'est déclaré dans l'étable de Mr. Baptiste Besnès, sise à l'angle des rues Reynes et St. Claude. Les flammes ont envahi la bâtisse et elle a été consumée en quelques minutes.

L'alerte par l'alarme qui a été donnée au moyen de la boîte No. 613, placée à l'encoignure des rue Dauphine et Independance, les pompiers sont arrivés promptement, mais leurs efforts ont été impuissants.

Il y avait dans l'écurie environ trente vaches et quatre chevaux que l'on n'a pu sauver, à cause de la chaleur intense qui empêchait les pompiers les plus déterminés de pénétrer dans la bâtisse.

Les pauvres bêtes ont donc péri au milieu des flammes sans avoir pu rompre leurs liens.

On évalue les pertes à $4000, couvertes en partie par une assurance.

Nous ignorons l'origine de l'incendie.

Il y avait une grande quantité de foin dans le grenier de l'écurie.

Rumeurs relatives à Pickett.

Depuis qu'il a tué Jack Low et Michael Knuckley et blessé William Knuckley, Thomas Pickett, le propriétaire du café "Green Tree," de la rue Gallatin, a disparu, sans que la police ait pu trouver les traces de son passage. Des rumeurs contradictoires circulent sur son compte. Les uns disent qu'il est parti pour Liverpool à bord d'un navire anglais ; d'autres qu'il vient d'être arrêté à Philadelphie, Etat de la Pennsylvanie ; d'autres encore assurent que le corps de Pickett a été trouvé dans la paroisse St. Bernard, où il s'est suicidé.

Aucune de ces rumeurs n'a été confirmée.

Voleurs mis en fuite.

Vers trois heures, hier matin, des voleurs ont essayé de s'introduire dans la résidence de Mr P. Waldman, No 366 rue Carron, mais les locataires se sont éveillés au bruit et les fripons ont jugé qu'il était prudent de décamper.

Personnages suspects.

Thos. White a été arrêté, à quatre heures, hier matin, à l'angle des rues Perdido et St-Charles et enfermé au poste de police du premier precinct.

James Sullivan a été appréhendé au corps et logé dans la poste de police du quatrième precinct.

Les deux personnages sont accusés de n'avoir pas de profession connue et d'être suspects.

Voleur de gateaux.

Elmore Bloch, petit jeune homme de seize ans, aime tellement les gateaux que lorsqu'il avait six ans.

Il n'y aurait pas grand mal à cela, si Elmore ne fesait pas de la prestidigitation.

Il a été enfermé hier au poste de police du second precinct pour avoir mangé des gateaux appartenant à P. Schneller.

TEMPERATURE—20 janvier 1876.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	45	7
12 M.	61	16
3 M.	70	21
6 P. M.	59	15

☞ Tout le monde va chez Danziger le vendredi.

—Une triste nouvelle arrive ce matin de Woolwich :

"Le sort du *Goliath* vient d'être partagé par le *Wavrite*, ayant le bord en l'air, deux cents enfants pauvres qui y étaient exercés pour la marine, tous âgés de plus de quatorze ans. Le navire était encore en vue ce matin à dix heures.

"Les enfants avaient été recueillis dans le Workhouse de Plumstead.

"Grâce à la discipline et au courage qu'on avait déjà remarqués chez les gens du *Goliath*, il n'avaient à déplorer la perte d'aucun de leur camarade, mais leurs efforts pour sauver le bâtiment avaient été inutiles.

"La similitude des deux faits et l'absence de toute cause naturelle donnent lieu de soupçonner la malveillance ; l'enquête est activement poursuivie sur le cas du *Goliath*, et celle qui va être faite sur l'accident de ce matin s'éclaircira sans doute l'une l'autre.

Il est un fait incontestable, que les plus belles chaussures se vendent au MAGASIN ROUGE, coin Royale et Dumaine.

Législature de la Louisiane.

Jeudi, 20 janvier 1876.

SÉNAT.

Le Sénat est appelé à l'ordre à midi ; 24 sénateurs présents.

M. Weber rectifie ses déclarations de la veille en reconnaissant que M. Barrow est propriétaire de 300 acres de terre.

M. Stamps présente un bill pour réduire les dépenses de la ville de la Nouvelle-Orléans et fixer la compensation du shérif criminel, un bill fixant les émoluments des greffiers de cour du district de la Nouvelle Orléans, et un bill fixant ceux du shérif civil, qui sera obligé de verser à la ville tout ce qu'il recevra au-delà de $60,000. Ces bills sont référés.

M. Twitchell présente un bill pour demander au grand jdri de la paroisse de la rivière Rouge de faire une enquête sur le massacre de Coushatta. Référé.

Référé également un bill pour le paiement de 250 exemplaires du Code civil.

Référé un bill de secours pour John P. Beattie.

La résolution de M. Sypher, pour déclarer vacant le siége de tout Sénateur qui s'absente deux jours sans congé, est référée, après discussion, au comité judiciaire.

Après une séance exécutive le Sénat passe finalement la résolution jointe pour demander au Congrès de prendre charge des Levées.

Le comité nommé pour examiner les livres du Secrétaire d'Etat, rapporte que vérification faite, un seul membre de la famille Grenelle occupe un emploi dans le bureau, savoir, le jeune Grenelle, fils du Secrétaire d'Etat.

Le Sénat s'ajourne à vendredi à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Réunion à midi 20 minutes, Quatre-vingt-quinze membres présents. La Chambre est présidée par le speaker Estilette.

La résolution de Mr Burkhardt déclarant que le passage des trains du chemin de fer de Mobile sur la Levée met en danger la vie des personnes qui circulent dans le voisinage du port et est nuisible aux intérêts du commerce, avait été référé au comité des chemins de fer. La Chambre déclare qu'elle sera soumise à l'examen du comité judiciaire.

M. Adige présente une résolution déclarant qu'il sera nommé un comité pour s'enquérir des motifs pour lesquels le juge de la Cour Criminelle Supérieure de la Nouvelle-Orléans a décidé que, dans le cas de *bribery*, une mise en accusation directe par le grand jury est indispensable. La résolution porte que des avocats émérites condamnent cette décision et manifestent que l'initiative appartient à l'avocat général ou à l'avocat de district, sans que l'intervention du grand jury soit nécessaire.

M. Magluali annonce qu'il présentera un bill pour amender la constitution de manière à permettre à la corporation de la Nlle-Orléans d'échanger ses bons.

Une résolution autorisant un sous-comité des Institutions charitables à visiter les asiles à Jackson et à Baton-Rouge, est adoptée.

Mr Estilette présente un bill qui réduit le traitement des collecteurs de taxes dans les paroisses rurales de manière qu'il ne sera jamais au-dessous de $1500 par an ni au-dessus de $5000.

Mr Wiltz, du comité chargé d'examiner les accusations portées contre Mr Lowell et d'autres membres de la Chambre, dit que, pour ce qui regarde celui-là, comme les actes qui lui sont imputés ont été commis avant qu'il fit partie de la présente Législature, la Chambre actuelle ne peut en prendre connaissance, et qu'il est coupable, le punir comme représentant. Le comité présente donc une résolution portant qu'il sera passé un acte d'accusation contre Mr Lowell pour conspiration et actes de *Funding Board* en tant qu'ils se rapportent aux imputations dirigées contre Mr Lowell.

L'ordre du jour appelle le bill qui déclare que la publication des lois ayant trait à des intérêts particuliers sera faite aux frais des parties intéressées. M. Billien propose d'en retrancher tout ce qui a rapport aux divorces, à l'émancipation des mineurs et à l'adoption des enfants, parce que l'article 113 de la Constitution défend dans ces cas toute législation spéciale.

M. Matthews appelle l'attention sur l'article 109 de la Constitution qui exige la publication de toutes les lois, quel qu'en soit le caractère.

L'amendement de M. Billien est rejeté, mais le bill est renvoyé au comité judiciaire qui est invité à la modifier.

Le bill relatif aux impressions de la ville de la Nouvelle-Orléans est pris en considération et passe avec des amendements. Le bill porte que les impressions seront adjugées au plus bas offrant, payable du comptant, pourvu que le prix du marché ne soit pas plus élevé que celui payé pour l'Etat. Les journaux de la ville auront le droit de soumissionner. Chaque soumissionnaire devra donner caution comme garantie, et celui qui sera désigné ne pourra pas plus tard réclamer la remise de sa soumission s'il néglige de fournir une caution suffisante pour répondre de sa fidèle exécution du contrat.

Le bill relatif aux annonces judiciaires et aux impressions publiques dans les paroisses rurales est pris en considération et passe avec quelques amendements. Ce bill porte que dans les paroisses où il n'existe point de journaux, les annonces judiciaires seront affichées, et que là où il existe des journaux le défendeur choisira le journal où l'annonce qui l'intéresse devra être insérée ; s'il ne le fait pas, le demandeur choisira le journal, et, à son défaut, le shérif. Le bill porte aussi que les impressions des jurys de police seront adjugées au plus bas offrant. Les prix sont ainsi fixés : $1 par cent mots pour la première insertion et 50 cents pour chaque insertion subséquente.

La Chambre s'ajourne.

☞ C'est le jour de coupons chez M. L. Byrne & Co.

LA COMMISSION DE PERMANENCE.—L'Assemblée a élu, pour membres de la commission de permanence, les députés dont les noms suivent :

Droite.	*Gauche.*
MM.	MM.
Aurelle de Paladines	Bozérian.
Carron.	Bocher.
Général Changarnier.	Carré-Kérisouet.
Combier.	Charton.
Dupont.	Cochery.
Hamille.	Daneis-Bernardin.
Duc de Bisaccia.	Lepère.
A. Lefèvre-Pontalis.	Noël Parfait.
Général Mazure.	Ernest Picard.
Maurice.	Rameau.
Prétavoine.	Sebert.
Vital.	Tirard.

M. Boduin (ne faisant partie d'aucun groupe.)

☞ Bordures de Hamburg à 5 cents chez Danziger.

☞ C'est le jour de coupons chez M. L. Byrne & Co.

—55.—

Vilains tours d'un fou en désordre. — Un fou en désordre joue de vilains tours avec les organes digestifs, les boyaux, les reins, le sang et intrige à son infâme profit possesseur une infinie variété de symptômes et de souffrance, parmi lesquels nous pouvons mentionner la jaunisse de la peau et du blanc des yeux, la langue chargée, la nausée, le mal de tête, le vertige, douleur au côté ou dans l'estomac, la lourdeur dans le jour et l'agitation la nuit, la difficulté d'avaler et enfin l'irritation de la vessie et du canal de l'urethre. Les "Hostetter's Stomach Bitters" discipliment l'organe rebelle et obvient aux manifestations bilieuses plus rapidement et plus certainement que toute autre chose et sont infiniment plus agréables et plus sains que les évacuations violentes avec lesquelles les gens bilieux persécutent leurs malheureux boyaux et leur estomac, sur la fausse impression qu'ils régularisent leur fois.

Licenses de ville, 1876,

PAYEES A UN ESCOMPTE LIBERAL,

H. BIER,

9 ——— Rue Carondelet ——— 9

21 jan—6f

Riz de la Caroline, pour plant.

QUELQUES centaines de barils de RIZ blanc de seconde année pour plant. Ce riz n'a presque pas le rouge—moins d'un pour cent, garanti—et se vend en lots au gré des acheteurs. Il passe bien dans le moulin, trouve aisément des acheteurs et rapporte un bon prix. S'adresser à

GEO. CAMMACK.
Au No 23 de North Peters street,
Moulin à riz de Thompson. 21janv—1m

CIGARES, CIGARES.

ENFIN, il a été fait une découverte qui réjouira les fumeurs. Allez chez Fernandez & Villa et faites-y l'essai d'un Fesy.

5 déc—

Décédé hier à neuf heures et demie du matin, à l'âge de soixante-deux ans, JEAN ROUQUETTE, natif du village de Cayro Mairie de St. Symphorien, canton de St. Amans, département de l'Aveyron, France. Les amis et connaissances sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 4 heures de l'après-midi. Le convoi partira de sa dernière résidence, rue Ste Anne No 45.

De la part de sa veuve.

Décédée hier, 20 janvier, à 10 heures du soir à l'âge de quarante-deux ans, MARGUERITE VIGNES, épouse de JEAN LAMARQUE, native d'Estampes, département du Gers, France. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux de son époux sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, vendredi, à quatre heures de l'après-midi. Le convoi funèbre partira de la dernière résidence de la défunte, No. 344, entre Prieur et Johnson.

Décédée hier, à 2 heures du matin, MATHILDE FOULON, âgée de vingt-trois mois, fille d'Eugène Foulon et d'Eliza Bellemon. Leurs amis et connaissances sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu ce matin, à 10 heures, au No 122 rue d'Orléans.

Entrepôt de Tapis et de Rideaux
VENTE EN GROS ET EN DETAIL.
No 17 DE LA RUE DE CHARTRES
TAPIS—Axminster, Velours, Bruxelles, etc.
TOILES CIRÉES—anglaises et américaines.
NATTES—blanches, à carreaux et fantaisie.
STORES—Couvertures de Tables et de Pianos
PROPRIETE, RUE DE CHARTRES.
21 jan—1m

COUPONS!
UNE CROISADE.
Chacun se rend chez
DANZIGER,
—VENDREDI—

La maison offre invariablement d'énormes bargains—des avantages extraordinaires—ce jour-là : aujourd'hui elle en offre de spéciaux, particulièrement dans les coupons.

Coupons de toute espèce de bons articles, y compris calicots et cottons à 5 cents la verge.

DANZIGER,
No 203 rue du Canal, entre Bourbon et Rampart.
Et 2025 et 2250 rue Royale, coin St-Philippe.
21janv—

JOUR DE VENTE DE COUPONS.
M. L. Byrne & Co.
21 jan—1f 163 rue du Canal.

Société Culinaire philantropique de la Nouvelle-Orléans.

AVIS : Des propositions cachetées seront reçues au No 127 rue des Remparts, jusqu'au 1er février 1876 pour la location de la salle culinaire, et du privilége de la vente des vins du restaurant, pour le GRAND BAL COMPLIMENTAIRE donné par la SOCIETE CULINAIRE le 12 février à la salle de l'Exposition.

Les offres devront être faites pour chaque objet séparément.

Le Secrétaire K. B. CHAZOT, 20 jan—11f

SMITH BROS. & CIE.
Marchands de Groceries en gros et Importateurs.
Agents pour les célèbres Whiskeys de John Gibson & Sons, les Schnapps de Colpho Wolf et les chandelles des maisons de Samuel Leonard & Son et J. W. Frank, &c., &c., &c.
85, 87, 89 et 91 rue Poydras.

EN débarquement des navires "Ste-Geneviève" de Bordeaux et "Adèle" de Londres, S. B. & Co. :
10 Bruges et 15 12 vin rouge supérieur en bouteilles.
10 Bruges et 15 12 vin blanc "Graves."
825 Caisses vin rouge et blanc des marques ci-dessous :
Rimet de Marbuzet, St. Julien St. Emilion, Pontet Canet, Château Terrefort, Ch. Dillon, Graves, Barsac et Sauternes.
860 Barils Cognac, Chenchow, Chaix, Picaiki et Chevieux de la célèbre marque de Crues et Blackwell.
200 Colis Extra Anglaise de Lea & Perrins, et Moutarde de Colemans.

En magasin :
7500 sacs Café de Rio, Cordova et Java.
2000 colis Thé noir et vert de toutes qualités.
500 barils Whiskey fins de Bricks et Gilson, Chicken Cock.
943 barils Whiskey [illegible] Bourbon, Wilson [illegible] Rye, Dexter, Excelsior, Smith Rose.
100 barils Brandy et Gin de New York.
100 huitièmes imitations Cognac.
700 barils Bière de Brême et d'Ecosse : des marques Bass, Dunjee, McEwan & Co. et Porter de Byass et Guinness.
100 colis Cognac de Sazerac.
300 fûts Porto et Sherry ordinaire, supérieur et extra supérieur.
4000 caisses Amidon de Fox et Clément et Union.
1000 [illegible] Chandelles de toutes qualités et dimensions.
6000 caisses Conserves de Tomates, Homard, Saumon, Corpichons, sandwiches, Asperges, petits Pois français, Champignons, &c.
1000 caisses Sardines en 1/4 et 1/2 boites ordinaires et sans arêtes.
167 tierçons Sandoux de choix.
300 caisses Fromages de l'Ouest et de Crême, de New York.
100 barillets Beurre de Goshen de choix.
50 barils de Sucre en poudre et en poudre.
800 barils de fin de toutes qualités.
1000 caisses Savons de Castille, Karks, Maginnis, &c. Grue, Farine de maïs, Sucre à la Main, en boucaste et en baril, Prunes allemandes et françaises, Chocolat, Pacanes, Liquors assortis, Corn Beef, Pieds de cochons, Raisins, Orge, Savon de toilette, Haricots blancs et rouges, Lait condensé &c., &c., &c. Et un assortiment complet de tous les articles dans notre genre, que nous offrons aux derniers prix du marché.

Smith Bros. & Cie.,
85, 87, 89, et 91 rue Poydras,
26 jan—3f Entre Magasins et Tchoupitoulas.

Département des Finances.
Hotel de Ville,
Nouvelle-Orléans, 17 janvier 1876.